

# BUDGET POUR 2025

Après avoir rencontré le Premier ministre avant les fêtes, nous avons notamment rencontré cette semaine le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, la ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles, la ministre chargée des Comptes publics et la ministre de l'Éducation nationale.

Avant toute chose, pour éviter les faux-débats, rappelons deux évidences :

- **Nous ne sommes pas responsables de la situation budgétaire du pays, pas responsables de la dissolution, pas responsables du blocage institutionnel qui s'en est suivi** avec le refus de nommer un Premier ministre de gauche à Matignon, pas responsables de la nomination de ministres recyclés de précédents gouvernements en échec ou battus lors des dernières élections législatives ;
- **Nous sommes et demeurerons dans l'opposition de gauche. Le gouvernement de François Bayrou est un gouvernement de droite. Il est hors de question de constituer une coalition ou d'avoir un accord de gouvernement. Nous voulons des avancées significatives et concrètes pour les Françaises et les Français.**

Néanmoins, **la situation politique exige que les forces politiques républicaines discutent entre elles pour parvenir à un accord de non-censure**. Comme les écologistes et les communistes, nous ne voulons pas faire la politique de la chaise vide, nous souhaitons être utiles aux Françaises et aux Français, et pour cela nous nous fixons trois objectifs :

1. **Doter la France d'un budget pour financer les politiques publiques**. À la fin de l'année 2024, nous avons voté la loi spéciale afin d'éviter le risque de « shutdown ». Mais si l'absence d'un budget pour 2025 devait se prolonger, cela aurait d'abord **des conséquences défavorables pour les plus vulnérables et les plus petites entreprises. Néanmoins, nous le redisons, il n'y aura pas de stabilité sans justice**, donc sans changement de cap politique.
2. **Ramener toutes les victoires possibles aux Françaises et aux Français**. Nous ne voulons pas attendre une hypothétique démission du Président de la République, une incertaine dissolution ou la présidentielle dans 30 mois pour agir sur le quotidien des Françaises et des Français. **Tout de suite, nous mettons sur la table des propositions** sur le pouvoir d'achat, sur les retraites, sur les services publics de l'éducation ou de la santé, sur la justice fiscale, sur la transition écologique. **Nous demandons notamment la suspension immédiate de la réforme des retraites injuste d'Emmanuel Macron et l'organisation d'une conférence de financement sur les retraites avec les partenaires sociaux**.
3. **Neutraliser l'extrême droite**. Nous proposons à François Bayrou de faire un choix : se mettre entre les mains de l'extrême-droite comme son prédécesseur Michel Barnier - avec le destin que l'on connaît - ou négocier avec la gauche. **Donner des gages au Rassemblement national ou reprendre des propositions des socialistes, des écologistes et des communistes ?**

Depuis un mois, les socialistes ont fait des gestes d'ouverture pour contribuer à l'apaisement du pays. La balle est désormais dans le camp de François Bayrou et de son gouvernement.

- Nous attendons sa déclaration de politique générale mardi prochain. Si une motion de censure devait être déposée à son issue, **notre vote dépendra des engagements qui seront les siens. Nous attendons des concessions remarquables pour les Français.es**.
- Nous prenons nos responsabilités en acceptant de discuter avec un gouvernement issu d'un bloc qui a perdu les élections législatives en juillet dernier. **Néanmoins, nous n'accepterons pas la continuité de la politique macroniste ni aucune tentative de main tendue à l'extrême droite**.
- Nous le disons très nettement : même politique, même sanction. Nous serons les garants des aspirations de changement exprimées dans les urnes par les Françaises et les Français en juillet dernier.